

ANNEXE DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	x	
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	x	
- REGLES ET METHODES COMPTABLES		
Principes et conventions générales	x	
Dérogations	x	
Permanence ou changement de méthodes	x	
Informations générales complémentaires	x	
Informations complémentaires (CICE)	x	
L'utilisation du CICE dans l'entreprise	x	
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN		
Etat des immobilisations	x	
Etat des amortissements	x	
Etat des provisions	x	
Etat des échéances des créances et des dettes	x	
Composition du capital social	x	
Provision spéciale de réévaluation (1976)		NA
Frais d'établissement		NA
Frais de recherche appliquée et de développement	x	
Fonds commercial		NA
Autres immobilisations incorporelles		NA
Evaluation des immobilisations corporelles	x	
Evaluation des amortissements	x	
Titres immobilisés	x	
Créances immobilisées	x	
Evaluation des matières et marchandises	x	
Evaluations des produits et en cours	x	
Variation détaillée des stocks et en-cours		NA
Dépréciation des stocks et en cours		NA
Opérations à long terme	x	
Produits nets partiels sur travaux en cours		NA
Différence d'évaluation sur éléments fongibles		NA
Evaluation des créances et des dettes	x	
Dépréciation des créances	NA	
Avances ou crédits alloués aux dirigeants		NA
Obligations convertibles ou échangeables		NA
Evaluation des valeurs mobilières de placement		NA
Dépréciation des valeurs mobilières de placement		NA
Différence d'évaluation sur les titres		NA
Disponibilités en Euros	x	
Disponibilités en devises		NS
Produits à recevoir		NA
Détail des produits à recevoir		NA
Charges à payer	x	
Détail des charges à payer	x	NA

NA = Non Applicable
NS = Non significatif

ANNEXE

SOMMAIRE

Charges et produits constatés d'avance	x	
Détail des charges constatées d'avance		NA
Charges à répartir sur plusieurs exercices		NA
Primes de remboursement des obligations		NA
Ecart de conversion sur opérations en devises		NS
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan		NA
Subventions d'équipement		NA

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Charges et produits financiers concernant les entr. liées		NA
Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire		NA
Valorisation des contributions volontaires		NA

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles		NA
Montant des engagements financiers		NA
Informations en matière de crédit bail		NS
Engagement en matière de pensions et retraites		NA
Accroissement ou allègement de charges fiscales futures		NA
Liste des filiales et participations	x	

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels	x	NS
Transferts de charges		NA
Frais accessoires d'achat		NA
Valeurs mobilières	x	NA
Produits et charges sur exercices antérieurs		NA
Participation des salariés		NA
Résultats financiers des cinq derniers exercices		NA

NA = Non Applicable

NS = Non significatif

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 16 557 421.62 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 8 159 306.49 Euros et dégageant un bénéfice de 856 042.46 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1 - ADHÉSION DE L'UNION DES COMORES À NOTRE SYSTÈME DE MUTUALISATION DE RESSOURCES ET ADOPTION PAR LE GOUVERNEMENT DE NOTRE PLAN SOCLE.

Le gouvernement de l'Union des Comores a choisi CIOA pour accompagner le pays vers l'émergence d'ici 2030. Nous avons conçu un PLAN SOCLE, qui couvre les besoins du pays en infrastructures, activités, développement. Sont notamment prévus :

- 600 km de routes à réaliser sur 10 ans
- mise en place d'un service maritime (ferry, porte container), pour permettre le transport des biens et personnes, et le commerce entre îles de l'archipel
- création d'une centrale d'achat et d'une zone logistique de transformation et de conditionnement
- réalisation d'infrastructures publiques (construction de 20 000 m² de bâtiments publics par an)

2 - Mise en marché de notre robot industriel TITAN FACTORY avec la vente des 2 premières unités.

Réalise en 10 heures, avec 2 opérateurs, les pièces détachées de la structure acier d'une maison de 150 m², qui pourra être assemblée, montée et habillée en moins d'un mois. Avec TITAN FACTORY, le coût moyen de construction descend en France à moins de 700€ au lieu de 1 200€, fini, en version confort, BBC.

3 - Mise au point de l'usine de poche connectée.

Les premières unités vendues vont être livrées juillet 2018.

Ce produit offre de grandes perspectives de développement à l'export, (construction de base vie, chantier isolés, reconstruction après des catastrophes naturelles), permettant de réduire drastiquement les charges logistiques que nécessitent les chantiers conventionnels.

4 - Le BATI-FABLAB Pilote de TOULON A OUVERT SES PORTES.

Équipé de la technologie TITAN FACTORY, Ce concept de Centre Service de la construction offre des services de fabrication sur mesure de bâtiments résidentiel et professionnels. C'est aussi un showroom pour les matériaux nécessaires à l'habillage et à la finition des bâtiments TITAN, de nos fournisseurs adhérents. Des licences du concept sont offertes

5 - L'État, la Collectivité Locale de Guyane, la Mairie de Macouria, nous allouent une aide de 530 000€ pour le programme Pilote LABOR DOMUS, afin de former 30 jeunes au métier de monteurs de bâtiments TITAN, dans un cadre de programme d'insertion. LABOR DOMUS propose aux décideurs publics de former les sans travail pour réaliser des logements économiques, à l'occasion de chantiers réalisés avec la technologie TITAN.

6 - Le CAMEROUN adopte notre plateforme TERRI-TOURISM pour équiper les opérateurs du Tourisme du pays. La convention porte sur :

- Le déploiement de nos solutions numériques dédiées à la promotion du Tourisme et à l'artisanat,
- La formation des structures régionales du tourisme,

La mise à disposition des opérateurs de moyens constructifs pour le développement du parc hôtelier du pays.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- REGLES ET METHODES COMPTABLES - (PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Dérogations

Pas de dérogations

Changement de méthode

Pas de changements de méthode de présentation,

Il n'existe pas d'immobilisation décomposable.

Depuis toujours, les amortissements sont pratiqués sur la durée d'utilisation.

Informations générales complémentaires

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 21 091 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 21 091 €, que nous avons affecté principalement au paiement de l'impôt.

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations et des amortissements

	Incorporelles	corporelles
Valeur brute	1 196 625 €	21 506
Valeur nette	1 011 858 €	2 038
Amortissement pratiqué	80 000 €	1 892
Valeur résiduelle	184 767 €	2 038
Durée amortissement	5 ans	4 ans
début	2015	2015
Compte mouvementé	68111	68112

Amortissements

	montant au début exercice	augmentations	diminutions	montant en fin exercice
Immo incorporelles	1 436 148	80 000		1 516 148
Mat transport	2 759	1 892	3 094	1 557
Mat bureau	674			674
Divers	17 237			17 237
	1 456 817	81 892	3 094	1 535 615

Etat des provisions

	montant au début exercice	augmentations	diminutions	montant en fin exercice
Prov risques /charges	1 699 849	1 533 831	868 964	2 364 717
Prov/ titres participat.		1 340 538		1 340 538
Prov/autres immos fin		231 510		231 510
Prov/cmptes clients	120 604		120 604	
	1 820 453	3 105 879	989 567	3 936 765

Provisions pour litiges. Certains ont été jugés, et une extourne a été pratiquée.
Comptes concernés :

Client Mouanga	745 427.8
Client CEC	123 535.8
TOTAL	868 963.6

Autres provisions pour litiges déclarés dans l'année

Client BMC	129 000
------------	---------

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Provisions pour risques

Client ASE	Risque de non performance client	475 000	Terme : 2 ans
Client Lafrontière	Rupture unilatérale du contrat	902 000	Terme : 5 ans
Client Malbert	Risque de non performance client	27 831	Terme : 1 an
TOTAL		1 533 831	

Etat des échéances des créances et des dettes

Cf Dossier Fiscal

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

<u>Dénomination</u>	<u>Nbre actions</u>
STE FESTIVAL OF SPIRIT	1 969 691
Mme SALINIERE CHANTAL	1 051 333
M LUCIDE LEON	1 051 333
Mme MARRY BRIGITTE	342 000
M ZELINE CEDRIC	152 000
Mme CACERES VIRGINIA	38 000
Mme LUCIDE LAETITIA	38 000
M LUCIDE LOIC	38 000
M LUCIDE LIONEL	38 000
M ZELINE YANN	38 000
FLOTTANT	243 643
Total	5 000 000

ANNEXE

Frais de recherche appliquée et de développement

(PCG Art. 831-2/2.1)

Il s'agit du détail du poste Frais de recherche et de développement au bilan.

Les dépenses engagées ont été inscrites en immobilisations, car il s'agit de frais afférents à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de rentabilité commerciale.

La durée d'amortissement est fonction de la nature des frais engagés et de la durée de vie probable des projets.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Les coûts des frais accessoires relatifs à l'acquisition de ces immobilisations n'ont pas été intégrés dans les valeurs immobilisées.

ANNEXE

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

TRAVAUX EN COURS

Il s'agit d'études préliminaires à promotion immobilière.
Calcul : coût réel au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Opérations à long terme

Les opérations à long terme ont été évaluées en tenant compte de l'avancement des travaux et en excluant les frais financiers."

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Pas de depreciation de créances

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Etat de rapprochement bancaire Journal SOCIETE GENERALE au 31 /12/2017
Solde comptable : 154 819.62-
CB 14/04/2017 3 516.76 €
Solde de banque : 151 302.86 €

Les autres comptes non significatifs ; le solde comptable est égal au solde banque.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	47 093
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	47 093

Détail des charges à payer

	Montant
ORGANISMES SOCIAUX	32 563
RETRAITE CHARGES CP	14 530
Total	47 093

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Charges et produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	535 000
Total	535 000

Pas de charges constatées d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Concerne un contrat sur 5 ans : 1 200 000 € débuté en mi 2015, pour lequel un montant de 240 000€ est doté chaque année.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Garantie(s) à l'ensemble des engagements :

LUCIDE LEON, a apporté la garantie CAUTION SOLIDAIRE DE PERSONNE MORALE APPARTENANT AU GROUPE au profit de la Société Générale au titre de l'ensemble des engagements de GROUPE CIOA

SALINIÈRE Chantal, a apporté la garantie CAUTION SOLIDAIRE DE PERSONNE MORALE APPARTENANT AU GROUPE au profit de la Société Générale au titre de l'ensemble des engagements de GROUPE CIOA

Les engagements portent sur :

- Un accord de découvert de 200 000 €
- Un financement MT dont le solde au 31/12/2017 est de : 10 017 .78 €. Dernière échéance : juillet 2018

Clause de retour à meilleure fortune

Il faut aussi noter que, pour les créances clients rattachées à des contrats avec les institutionnels, notamment COMORES et Cameroun pour des montants respectifs de 3 347 K€ et 960 k€, les dettes fournisseurs sont soumises à une clause de retour à meilleure fortune.

Cette caractéristique assure à l'entreprise une sécurité financière puisqu'au cas où les encaissements attendus ne se produisent pas, elle ne sera pas engagée sur des dettes fixes fournisseurs.

De même, les affaires commerciales provisionnées pour risques obéissent à la même logique et à la même clause de retour à meilleure fortune.

En cas de non réalisation, il n'y aura pas d'impact financier en matière de charges.

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 831-3 et 832-13)

Société	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés/ la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société
				brute	nette					
A -Renseignements détaillés - Filiales détenues à + de 50%										
Sociétés françaises										
BATIR SARL	1000 €	/	100			/	/	1 094 356 €	3 347 €	/
Constructions Alternatives Global SCS	1000 €		90					Activité en cours de lancement		
SCI ST-MAURICE	variable	2 085.7 K€	59					Activité en cours de lancement		
SCI LA COCOTERAIE	variable	1 262.5 K€	49					Activité en cours de lancement		
SECN SCS (société en commandite)	70 000 €		45			/	/			/
Sociétés étrangères (en commandite) CIOA est toujours en commanditaire à 50% - CIOA COMORES - CIOA MADAGASCAR - CIOA CAMEROUN - CIOA RDCONGO - OCEAN INDIEN - TOGO - EUROPE - GUINEE - MALI - SENEGAL										/

COMMENTAIRES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont de 2 catégories

- Les financières proprement dites : filiales et participations spéculatives pour lesquelles des revenus financiers sont attendus. Elles font partie du périmètre de consolidation
- Les stratégiques : société en commandites créées pour asseoir une présence dans un territoire. Elles ne sont pas comprises dans le périmètre de consolidation.

1 - Les immobilisations financières proprement dites

Comprennent :

- a) Les filiales ou participations d'activité : ce sont des structures qui ont pour but de porter une partie de l'activité et qui assument leur risque propre.

Entités	Date de création	Part de CIOA	Objet	Situation
BATIR SARL	13/01/2016	100%	Maîtrise d'ouvrage déléguée Fabrication industrielle sur mesure de composants constructifs TITAN	CA 2017 : 1 094 356 € Résultat 2017 : 3 347 €
CONSTRUIRE SARL	05/02/2018	100%	Montage des fabrications de BATIR	Activité en cours de lancement
CONSTRUCTIONS ALTERNATIVES GLOBAL SCS	16/12/2015	90%	Développement des actifs du pôle immobilier	Activité en cours de lancement

- b) : les société civiles : Ces actifs sont assimilables à du stock, n'étant pas destinés à être immobilisés, mais cédés à court terme.

Entités	Date de création	Part de CIOA	Objet	Situation
SCI la COCOTERAIE	11/01/2016	59%	Construction vente d'une parcelle de 3 ha sur le front de mer de KOUROU (Guyane). Opération projetée : résidence hôtelière de 160 studios.	CA Prévisionnel : 20 000 K€ Charges prévisionnelles : 14 000K€ Bénéfice prévisionnel : 6 000 K€ Valeur foncier : base valeur SHON établie par agent immobilier. 7 500 m2 de SHON X 250 €/m2 = 1 875 K€ État d'avancement : commercialisation en cours : discussion entamée avec 2 groupes hôteliers. Opération éligible à la défiscalisation GIRARDIN (35 à 45% du montant du programme en crédit d'impôts)

SCI ST MAURICE	11/01/2016	49%	<p>Bail à construire visant la construction d'une résidence hôtelière à St Laurent du MARONI, pour le compte de la Mutuelle EDF de Guyane.</p> <p>La convention de bail oblige la Mutuelle de l'EDF à louer 11000 nuitées/an toute la durée du bail. Ce qui génère plus de 500K€ de revenus stables chaque année.</p>	<p>CA Prévisionnel : 15 000 K€ Charges prévisionnelles : 11 000K€ Bénéfice prévisionnel : 4 000 K€</p> <p>Valeur foncier : estimation agence Guy HOQUET) : 2 729 K€.</p> <p>État d'avancement : Conception réalisée. Démarches urbanisme en cours. 11 000 nuitées sont d'ores et déjà réservées par an.</p> <p>Opération éligible à la défiscalisation GIRARDIN (35 à 45% du montant du programme en crédit d'impôts)</p>
----------------	------------	-----	---	---

2) -les immobilisations stratégiques

Ces immobilisations concernent la participation de CIOA dans des Sociétés en commandite. Le but de cette société est de fournir à CIOA un véhicule juridique lui donnant la légitimité pour intervenir dans les pays d'implantation.

Le principe de ces sociétés :

- La participation de CIOA est le fruit d'une dation en paiement des parts de la société en commandite en paiement partiel de la licence (50% sans apport de fonds). Lorsque les créances sur les licenciés auront été entièrement payées, CIOA pourra envisager, s'il le décide, la cession de sa participation au licencié qui ne pourra s'y opposer.
- Les créances sur participation sont le crédit fournisseur accordé par CIOA au partenaire local (40%) et remboursable sur les activités qu'il aura générées.

Fonctionnement de ces sociétés

- CIOA a un rôle d'associé silencieux (commanditaire),
- Le partenaire local, (l'associé commandité) agit comme commerçant indépendant, indéfiniment garant du montant dû à CIOA, et de toute dette de l'entité.
- Ces sociétés sont sans activité, le partenaire traitant les affaires en tant que commerçant indépendant, et payant à CIOA seulement la part de commissions lui revenant, ou apportant directement à CIOA, les affaires qu'il aura démarchées pour leur traitement par CIOA

Pour ces raisons, ces entités ne sont pas comprises dans le périmètre de consolidation de CIOA.

La valorisation de ces entités est directement liée aux performances commerciales, ainsi,

- Nous déprécierons les participations avec des résultats commerciaux, en dessous des prévisions établies lors du contrat de licence.
- Lorsque leur stérilité est avérée (absence de résultats commerciaux significatifs sur plusieurs exercices, les contrats de licence sont rompus pour libérer le territoire)
- Et aucune dépréciation n'affectera les participations dont les performances commerciales auront été conformes aux perspectives de développement du contrat de licence. Elles pourront même faire l'objet d'appréciations, lorsque leurs performances répétées sur plusieurs exercices, permettront d'envisager une plus-value, en cas de cession éventuelle.

PARTICIPATIONS PROVISIONNEES - année 2017

	PARTICIPATIONS	CREANCES/part	TOTAL	Explications
CIOA MANCHE NORMANDIE	31 500	34 300	65 800	Infructueux sur l'exercice
VIKAS CIOA OCEAN INDIEN	100 000	67 490	131 678	Activité non lancée
UTMS /GOUETCHA/NCALED	100 000	49 720	149 720	Activité non lancée
CIOA SENEGAL /KANE/MEDIUM	135 000	80 000	215 000	Infructueux sur 2 exercices
GUINEE	135 000		135 000	Infructueux sur 2 exercices
IVAN	839 038		839 038	Infructueux sur 3 exercices
TOTAL	1 340 538	231 510	1 572 048	

PARTICIPATIONS STRATEGIQUES CONSERVEES - année 2017

	PARTICIPATIONS	CREANCES SUR PARTICIP	TOTAL	EXPLICATIONS
CIOA RD CONGO	100 000	80 000	180 000	Négociation de la délégation de service public de promotion du Tourisme avec l'Office National du Tourisme / Recrutement et formation de l'équipe terrain sur le territoire national
CIOA MADAGASCAR	100 000	80 000	180 000	Négociation en cours d'un contrat avec l'Etat pour réalisation 800 logements Plusieurs baux emphytéotiques introduits, en cours d'études.
CIOA CAMEROUN	100 000	80 000	180 000	Plusieurs Collectivités Locales recrutées. Contrat de MOD pour Ville Nouvelle Douala. Recrutement réseau de co-développeurs. Environ 50 ha de contrats fonciers apportés.
CIOA COMORES	135 000	80 000	180 000	Introduction et négociation du plan Socle avec gouvernement comorien (contrat d'accompagnement de l'Etat, à l'occasion de plusieurs PPP). 1 ^{re} tranche de 70 millions en cours de mise en place avec financements internationaux.
CIOA TOGO	102 001	80 511	182 512	Contrat en cours d'usine de recyclage d'huile. MOD pour réalisation projet Hôtelier de 20 000 m2
TOTAL	537 001	400 511	937 512	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -
Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Produits et charges exceptionnels
(PCG Art. 831-2/13)

PRODUITS EXCEPTIONNELS : 11 K€ - non significatif

CHARGES EXCEPTIONNELLES : 206 443 €
concerne des condamnations délibérées en 1ère instance, assorties d'une clause exécutoire, pour lesquelles des procédures d'appel sont en cours et qui avaient fait l'objet de provisions